# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 15 MARS 1871. 4ème Année.—Vol. XLIV.



DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MERCREDI, 15 MARS 1871.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Eug. Tourné, à 10 1/2 heures, au Bazeboncs de P. E. Brulatour, 136, 138 et 139 rue Valle—225 barriques vin rouge, de Bordeaux ; 50 barriques de Marcotte, vin blanc, mataga, porto, sauterne, petits pois, 220 futailles eaux-de-vie Cognac, bière forte et ale, et vermouth.

Par P. Keller, au dessous de l'Hôtel St-Charles
Vente régulière de livres, tous les soirs, à 7 heures.

Par G. Lagemann, les No 69 de la rue de Chartres
Quincaillerie de table, canifs, habillements, chaussures.

Par Hoffman, Marks & Co.—Au No 35 de la rue des Chartres—Marchandises sèches et étagères.

Par le shérif, à 11 heures, à l'encoignure de Broad et St. Bernard, continuation de la vente de la vacherie de M. Dominique Saux.

ATTENTION !

Vente par catalogue, à crédit, à 10 1/2 heures, au No 61 Warehouse de l'importateur, P. E. Brulatour, vins, cognac, sardines, vins, petits pois, ale, etc., et Big Tourné.

Vente d'Articles Chinois.—La vente de la cargaison de la barque Lawrence sera vendue le lundi courant à 11 heures du matin. De beaux assortiments et fins articles de fabrication chinoise. Une variété de marchandises curieuses seront aussi à l'enchère, pièce par pièce, ce qui permettra à tout le monde de profiter du prix d'encan même le plus réduit.

☞ Faites imprimer vos Factures, Cartes, etc., au "Folsom Printing Office", encoignure des rues Camp et Poydras.

☞ CANDIS PURS et sans MÉLANGE.—Confiserie fine en tous genres chez J. VILLARRUBIA & Cie, Successeurs d'Ernest Turpin, 93 rue Vieille-Levée.

THÉATRES.

AUJOURD'HUI, MERCREDI.

ACADÉMIE DE MUSIQUE — Troupe Gaieté de spécialité.

ST CHARLES—Eustache, the Man of Destiny.

MUSÉE CRESCENT CITY—Nos 40 et 42, rue St Charles.


## La Taxe d'Ecoles.

Dans notre numéro du 8 février, nous avions ce qui suit au sujet du nouveau mode sur l'éducation publique préparé par M Conway :

Ce qui ressort, pour nous, de cette loi c'est que la ville de la Nouvelle-Orléans va se trouver grevée d'une taxe qui lui sera imposée par M. Conway ou ses subordonnés. Suivant l'ancienne loi, les électeurs des villes devaient être appelés à voter sur la taxe d'écoles. Cette taxe était donc facultative pour eux puisqu'ils avaient le droit de la rejeter. D'après la nouvelle loi, au contraire, c'est le Conseil des Directeurs, nommé par le surintendant d'Etat, qui fixera la taxe, le Conseil de Ville, n'aura d'autre mission que de percevoir.

Il est évident que M.Conway a fait préparer cette loi parce qu'il craignait que la population blanche contrôle le ménage des écoles, ne votât en masse contre la taxe. Il y a longtemps, d'ailleurs, que les électeurs auraient du être convoqués dans leurs wards pour voter sur cette question, mais on s'est dispensé de les appeler.

Le bill est devenu loi et les contribuables ne vont pas tarder à en ressentir les effets.

Le Conseil des Ecoles, appelé improprement "City School Board" puisque la ville ne participe en rien au choix de ses membres, s'est réuni sous la présidence du juge Dibble.. Etaient présents MM. Huntley, Cooper, Clay, Hahn, Jackson, Hubert, Longstreet, Lynn, Matlock, Pierce, Pinchback et Foy.

Sur le rapport de M. Hahn, il a été adopté un budget qui porte les dépenses pour l'année courante à $480,000 et qui fixe la taxe à payer par la ville sur ce montant à $350,000. En conséquence, le Conseil des Ecoles requiert par une résolution le Conseil des Administrateurs de prélever cette somme.

Suivant le rapport du maire Flanders nous avons donné l'analyse en détail dernier, le budget des recettes et dépenses, évaluées pour 1871, présentait un déficit de $1,966,646. Or, dans les dépenses mentionnées on figure aucune somme pour les Ecoles publiques. La somme de $350,000, dont il s'agit, n'augmentera donc point puisqu'elle sera couverte par une taxe spéciale, mais elle augmentera les charges des contribuables.

Voici quel sera le budget des dépenses ainsi :

| | |
|---|---|
| Fonds suivant les évaluations | $5,511,288 |
| Ecoles publiques | 350,000 |
| Police métropolitaine | 800,000 |
| Total | $6,661,288 |

Nous avons déjà soutenu que la Législature avait pas le pouvoir de faire imposer aux villes des taxes sans le consentement des cités ou de leurs représentants régulièrement élus. La taxe des Ecoles comme celle de la Police métropolitaine rentrent pas dans cette catégorie. Celles sont fixées par des Conseils, l'un est nommé par M. Conway, surintendant des Ecoles, et l'autre, par le Gouverneur. Mais il est probable que l'on soumettra à l'une comme on s'est soumis à l'autre, sans tenter, pour le moment, de résistance légale qui, vu les précédents, n'a aucune chance d'être bien accueillie par la Cour Suprême.

Les SÉANCES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE. — Nos journaux de France nous arrivent, depuis quelque temps, si irrégulièrement, que nous avons été obligé d'interrompre l'ordre de ces séances dans la publication que nous en faisons. Après avoir donné les séances du 17 et du 18 février nous donnons aujourd'hui celle du même temps que le discours de M. Thiers, prononcé dans la séance du 19. Nos publications dans notre édition du jour, le compte-rendu de cette dernière séance.


☞ Gants blancs à 1, 2, 3 et 4 boutons, chez Guéhlé & Nippert.

## Souscription Française.

Voici la liste de souscriptions qui a paru dans notre numéro du 23 octobre figure la somme de $95 00 en regard du nom de M. E. Sillan. Cette somme était le produit diverses souscriptions recueillies par M Sillan, souscriptions dont la liste n'a été égarée. M. Sillan a pu en retrouver double dont il nous envoie copie, en y ajoutant le second versement fait par un des souscripteurs. Voici cette liste :

| | | | |
|---|---|---|---|
| [illegible] | $ 10 | F Hénel | 1 00 |
| [illegible] | 1 00 | M Bloch | 1 00 |
| [illegible]effroy | 1 00 | Cave Cazy (Cie [illegible] | 1 00 |
| [illegible]ouchy | 1 00 | [illegible] | 1 00 |
| [illegible] | 1 00 | [illegible] H Rivas | 1 00 |
| [illegible] | 1 00 | A E Rivas | 1 00 |
| [illegible] | 1 00 | J Magner | 1 00 |
| [illegible] | 1 00 | [illegible] Mouyrard | 1 00 |
| [illegible] | 1 00 | [illegible] Perret & Frère | 1 00 |
| [illegible]aurette | 1 00 | [illegible] Vienne | 1 00 |
| [illegible] | | [illegible] | 95 00 |
| [illegible] | Total des souscriptions | | 96 00 |

LIBRAIRIE FRANÇAISE.—La maison Victor Hebert & Cie., 70 rue de Chartres, rappelle au public qu'elle a seule l'agence de toutes les journaux illustrés de Paris, de la *Revue des Deux Mondes*, des *Modes Parisiennes*, etc., etc., et qu'elle se charge de prendre les abonnements aux journaux et publications de l'Europe et de l'Amérique. Elle a toujours en magasin un grand assortiment d'articles de bureaux et de Papiers Peints.

☞ AVIS AUX HAVANAIS. — Spécialité pour le nettoyage des chapeaux Panamas, chez Robert E. Lee, coin St-Louis et Royale.

☞ Le général R. E. Lee, écrivant à la date du 19 janvier 1867, dit : "Son simple mécanisme et l'expérience que mes filles ont acquises en s'en servant, font de la MACHINE à coudre de Wilson & Gibbs un instrument favori dans ma famille."

A vendre par M. S. Hedrick, rue du Canal, 118 & 120, à la Ville-Orléans. 3cm

☞ La phthisie commence par des affections dans les bronches. On peut éviter cette maladie mortelle par les premiers soins : le BAUME PECTORAL AUX NAVETS INDIENS a la vertu souveraine de prévenir et de guérir les affections pulmonaires. A la moindre toux, au moindre rhume, saccadé ou subit. Ce précieux sirop est préparé par la pharmacie Lapiace.

☞ Nouvel envoi de gants de peau à Vienne, chez Guéhlé & Nippert.

☞ A l'enseigne de Robert E. Lee, coin St Louis et Royale, nettoyage de Panamas, entre autre. Chapeaux de soleil, à bon marché.


## Assemblée Nationale.

*Séance du 16 février.*

Présidence de M. BETHOUT D'AZY, président d'âge.

La séance est ouverte à une heure.

M. Varoh, Lorsque l'Assemblée, par une manifestation unanime, a voté hier un éclatant hommage à l'héroïsme des villes de Strasbourg et de Belfort, elle a entendu y comprendre les saintes glorieuses cités de l'Est comme Toul qui a arrêté pendant six semaines l'armée prussienne. et Bitche qui tient encore entre ses mains le drapeau tricolore. (Oui ! oui ! Très bien ! très bien !

M. le Président. — Tel a été, en effet, le sentiment de l'Assemblée qui a voulu rendre un patriotique hommage à tous les efforts du dévouement et du courage. (Très bien !)

Un membre. — N'oublions pas Montmédy et Metz. (Non ! Non !)

Un membre. — Si l'on voulait parler de tous les héroïsmes, l'énumération serait longue.

M. Freneau. Quoique le procès-verbal ne puisse tenir compte de ce qui se passe en dehors de cette enceinte, je tiens à réduire à leur juste valeur, en les désavouant, des manifestations extérieures dont il y aurait danger à exagérer ou à méconnaître la portée.

Paris, dans sa liberté, nous a envoyé ses représentants ; leur parole sera respectueusement écoutée dans cette enceinte, par égard non-seulement pour leur talent, mais aussi pour les lumières et le patriotisme de la grande cité qui les a nommés. Malheureusement il en est parmi eux qui sont couverts du sang de la guerre civile. (Interruption à gauche.) Je les conjure tous de vouloir bien se joindre à nous pour obtenir que la liberté vrai, la liberté de discussion reste ici dans notre personne à l'abri de toute insulte. (Bruit à gauche. Approbation.)

Le procès-verbal est adopté.

COMMUNICATION.

M. le président donne communication d'une dépêche télégraphique par laquelle M. le général Faidherbe déclare ne pas accepter le mandat de membre de l'Assemblée. M. le président dit qu'il attendra une déclaration moins laconique avant de donner acte de cette démission.

L'ordre du jour appelle les scrutins pour la nomination du bureau définitif de l'Assemblée.

INCIDENT. — VÉRIFICATION DE POUVOIRS.

M. Floquet—Citoyens, (Interruption.) Il me semblait qu'à la fin de la séance d'hier, dans des paroles très-émues et très-élevées ainsi que nous avons tous applaudies, le citoyen Léon de Malleville avait demandé qu'on attendit, avant de nommer le bureau, la vérification des pouvoirs des députés de la Seine et des autres départements encore dont les élections n'ont pas été validées. Le vote du département de la Seine a eu lieu le 8, nous sommes au 16 ; il n'est pas convenable que la Seine ne soit pas encore légalement représentée, ici. (Bruit. — A qui la faute ?)

Un membre. — La Seine viendra à son rang. Pas de privilége. (Très bien !)

M. Jules Simon.—Le 18e bureau, dont j'ai l'honneur d'être le président, s'est réuni plusieurs fois pour examiner les élections de la Seine. Les députés élus ont été appelés et entendus. Le rapporteur est prêt et il allait demander la parole au moment même où l'incident s'est produit. Je demande qu'elle lui soit donnée. (Très bien !)

M. le Président.— Pas d'objections, et nous continuons la vérification des pouvoirs.

M. d'Haussonville, rapporteur du 13e bureau, présente le rapport sur les élections de la Seine. Le recensement officiel du vote n'est pas encore arrivé ; mais une dépêche officielle du ministre intérimaire de l'intérieur à Paris reçue à Bordeaux " donne les mêmes indications ; des chiffres, les noms des 43 candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. Ce sont MM.

Louis Blanc, Victor Hugo, Garibaldi, Edgard Quinet, Gambetta, amiral Saisset, Delescluze, Jourdain, Rochefort, Schœlcher, Félix Pyat, Henri Martin, amiral Pothuau, Lockroy, Greppo, Quinet, Ranc, Malon, Brisson, Thiers, Salvage, Martin Bernard, Marc Dufraisse, Greppo, Langlois, général Frébault, Clémenceau, Vacherot, Brunet (de l'Ariége), Cournet, Tolain, Littré, Jules Favre, Arnaud (de l'Ariége), Lanjuinais, Léon Say, Fraud, Razoua, Edmond Adam, Malliére, Peyrat, Farcy.

Des renseignements fournis par des journaux ou recueillis de la bouche des députés de la Seine, il résulte que sur ces 43 noms, 38 seulement ont obtenu d'une manière certaine plus du neuvième des voix des électeurs inscrits. En conséquence, le bureau propose l'admission de ces 38 membres et l'ajournement de ceux des 5 derniers, jusqu'à ce que des renseignements nouveaux soient arrivés.

Ces conclusions sont adoptées.

M. le marquis de Franclieu. — Je demande que l'Assemblée nomme ses questeurs immédiatement. Nous avons été investis hier en sortant de la séance et aujourd'hui en y entrant. Nous avons besoin d'une force qui protége la représentation nationale. Nous représentons ici la France, et nous ne pouvons rester dans une position qui nous déconsidérerait en se prolongeant. (Vive approbation à droite, — bruit à gauche.)

Voix diverses. — Quelle a été l'insulte ? — Le cri de Vive la République n'est une insulte pour personne.

Plusieurs membres à gauche—Vive la République !

Plusieurs membres à droite—Vive l'ordre !—vive la France !

M. Richier.—Je suis Bordelais ; je connais les sentiments de la population de Bordeaux, et je puis affirmer qu'il n'y a là qu'un malentendu. (C'est la France qui siége ici dans sa totalité ; les Bordelais seront les premiers à la respecter. (Applaudissements.—L'ordre du jour !)

M. de Tillancourt présente le rapport sur les élections de la Corrèze. Sont admis : MM. Rehu, Gambetta, Louis Humbert, Dornis, Nadaud, André, Des Changes, Bardon, Bamberger.

Un membre.—J'insiste pour qu'avant de poursuivre la vérification des pouvoirs, l'Assemblée procède, sans délai, à la nomination des questeurs. Il importe que la dignité de la Chambre soit sauvegardée et que des précautions convenables soient prises immédiatement. (Bruit. —Interruptions.)

Voix nombreuses. — L'ordre du jour !

M. Lacaze, au nom du bureau, présente le rapport sur les élections des Ardennes.

M. Toupet Desvignes, le général Chanzy, Gustave Gailly, Philippoteaux, Mortimer, Ferraux et le comte de Bétiuam sont admis.

M. Lefèvre-Pontalis, au nom du 7e bureau, présente un rapport complémentaire sur les élections du Jura.

MM. Thurel, Grévy-on et Lamy, dont l'élection avait été ajournée pour attendre de nouveaux renseignements, sont admis, ces renseignements étant arrivés.

M. le marquis de Montlaur présente le rapport sur les élections du Doubs. MM. Albert Grévy, Thiers, Désterode, Monot-Arbilleur, De Vaulchier, Méial sont admis.

EURE-ET-LOIR.—MM. Delacroix, Lefèvre-Pontalis, Gouvion St-Cyr, de Pouilli-Poncarré Parfait admis.

AUBE. — MM. Amédée Gayot, Casimir Périer, Barigand-Havoger admis. Election de M. Ligué ajournée en raison de sa qualité de préfet.

M le comte de Durfort de Civrac rend compte, au nom du 14e bureau, des élections de la Haute-Loire. Une protestation, datée de Bordeaux, 18 février 1871, et signée M. Guyot-Montpayroux, a été adressée au bureau.

Elle énonce un fait grave : M. Guyot-Montpayroux a été arrêté à son arrivée à Brioude, emprisonné et mis au secret. Depuis 15 jours, le bruit de son arrestation était répandu dans le département par les agents de l'autorité. Le jour du vote, des affiches préfectorales, qui l'injuriaient violemment, étaient affichées dans tous les chefs-lieux de canton. Une seule manquerait, d'après l'auteur de la protestation, que son arrestation a été cause de son échec électoral, et qu'il y aurait lieu, par conséquent, d'annuler les opérations électorales. Mais, dans les circonstances, il se borne à demander à l'Assemblée de décider ces faits comme le mériteut de l'être, se réservant de poursuivre devant les tribunaux compétents tous ceux qui, du haut des fonctions publiques dont ils sont revêtus, auraient participé à cet attentat contre la liberté électorale et la liberté individuelle. (Vive approbation sur un grand nombre de bancs.)

Le 2e bureau n'a pas entendu pas faire mention. Il a chargé son rapporteur de vous demander de flétrir des actes qui ne sont pas dignes d'un gouvernement régulier.

Pendant vingt ans, dit M. le rapporteur, j'ai combattu les candidatures officielles sous l'Empire ; je les combattrai encore sous un autre régime. (Très bien ! très bien !) Plus que tout autre, le gouvernement républicain a le droit de vivre. Ce langage, dans la bouche de M. Guyot-Montpayroux, n'a pas dû vous étonner. Les deux amis de tous les temps et de tous les régimes ne manquaient pas assurément à la famille. Quoi qu'il en soit de la flétrir. (Mouvements divers.)

Voilà un ancien député qui est entré dans son département en ennemi et il arrive pour solliciter les suffrages de ses concitoyens. N'est-ce pas là une manœuvre odieuse ? Elle était sans aucun préjudice fondé. M. Guyot-Montpayroux avait été nommé représentant du peuple par quatre départements à la fois. Il a modifié un congé régulier. (Interruption.—Conclues.)

C'est donc le candidat qui a été mis au suffrage universel. Le vote a été porté en vous annonçant sa fermeture dès le matin de cette capitale. (Oui ! Non ! Bruit.)

Plusieurs membres.—Non ! Bruit.)

M. le rapporteur.—J'insiste pour qu'avant de poursuivre la vérification des pouvoirs, l'Assemblée procède, sans délai, à la nomination des questeurs. Il importe que la dignité de la Chambre soit sauvegardée et que des précautions convenables soient prises immédiatement. (Bruit. —Interruptions.)

Voix nombreuses. — L'ordre du jour !

M. Floquet.—Je demande d'une manière formelle, en vertu d'une délibération prise ce matin, (Interruption.) qu'on procède immédiatement à la vérification des pouvoirs des députés de la Seine et des autres départements encore dont les élections n'ont pas été validées. Le vote du département de la Seine a eu lieu le 8, nous sommes au 16 ; il n'est pas convenable que la Seine ne soit pas encore légalement représentée, ici. (Bruit. — A qui la faute ?)

Un membre.—N'oublions pas Montmédy et Metz. (Non ! Non !)

M. Jules Simon.—Le 18e bureau, dont j'ai l'honneur d'être le président, s'est réuni plusieurs fois pour examiner les élections de la Seine. Les députés élus ont été appelés et entendus. Le rapporteur est prêt et il allait demander la parole au moment même où l'incident s'est produit. Je demande qu'elle lui soit donnée. (Très bien !)

M. le Président.— Pas d'objections, et nous continuons la vérification des pouvoirs.

M. d'Haussonville, rapporteur du 13e bureau, présente le rapport sur les élections de la Seine. Le recensement officiel du vote n'est pas encore arrivé ; mais une dépêche officielle du ministre intérimaire de l'intérieur à Paris reçue à Bordeaux " donne les mêmes indications ; des chiffres, les noms des 43 candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. Ce sont MM.

Louis Blanc, Victor Hugo, Garibaldi, Edgard Quinet, Gambetta, amiral Saisset, Delescluze, Jourdain, Rochefort, Schœlcher, Félix Pyat, Henri Martin, amiral Pothuau, Lockroy, Greppo, Quinet, Ranc, Malon, Brisson, Thiers, Salvage, Martin Bernard, Marc Dufraisse, Greppo, Langlois, général Frébault, Clémenceau, Vacherot, Brunet (de l'Ariége), Cournet, Tolain, Littré, Jules Favre, Arnaud (de l'Ariége), Lanjuinais, Léon Say, Fraud, Razoua, Edmond Adam, Malliére, Peyrat, Farcy.

Des renseignements fournis par des journaux ou recueillis de la bouche des députés de la Seine, il résulte que sur ces 43 noms, 38 seulement ont obtenu d'une manière certaine plus du neuvième des voix des électeurs inscrits. En conséquence, le bureau propose l'admission de ces 38 membres et l'ajournement de ceux des 5 derniers, jusqu'à ce que des renseignements nouveaux soient arrivés.

Ces conclusions sont adoptées.

M. le marquis de Franclieu. — Je demande que l'Assemblée nomme ses questeurs immédiatement. Nous avons été investis hier en sortant de la séance et aujourd'hui en y entrant. Nous avons besoin d'une force qui protége la représentation nationale. Nous représentons ici la France, et nous ne pouvons rester dans une position qui nous déconsidérerait en se prolongeant. (Vive approbation à droite, — bruit à gauche.)

Voix diverses. — Quelle a été l'insulte ? — Le cri de Vive la République n'est une insulte pour personne.

Plusieurs membres à gauche—Vive la République !

Plusieurs membres à droite—Vive l'ordre !—vive la France !

M. Richier.—Je suis Bordelais ; je connais les sentiments de la population de Bordeaux, et je puis affirmer qu'il n'y a là qu'un malentendu. (C'est la France qui siége ici dans sa totalité ; les Bordelais seront les premiers à la respecter. (Applaudissements.—L'ordre du jour !)

M. de Tillancourt présente le rapport sur les élections de la Corrèze. Sont admis : MM. Rehu, Gambetta, Louis Humbert, Dornis, Nadaud, André, Des Changes, Bardon, Bamberger.

Un membre.—J'insiste pour qu'avant de poursuivre la vérification des pouvoirs, l'Assemblée procède, sans délai, à la nomination des questeurs. Il importe que la dignité de la Chambre soit sauvegardée et que des précautions convenables soient prises immédiatement. (Bruit. —Interruptions.)

Voix nombreuses. — L'ordre du jour !

M. Lacaze, au nom du 2e bureau, présente le rapport sur les élections des Ardennes.

M. Toupet Desvignes, le général Chanzy, Gustave Gailly, Philippoteaux, Mortimer, Ferraux et le comte de Bétiuam sont admis.

M. Lefèvre-Pontalis, au nom du 7e bureau, présente un rapport complémentaire sur les élections du Jura.

MM. Thurel, Grévy-on et Lamy, dont l'élection avait été ajournée pour attendre de nouveaux renseignements, sont admis, ces renseignements étant arrivés.

M. le marquis de Montlaur présente le rapport sur les élections du Doubs. MM. Albert Grévy, Thiers, Désterode, Monot-Arbilleur, De Vaulchier, Méial sont admis.

EURE-ET-LOIR.—MM. Delacroix, Lefèvre-Pontalis, Gouvion St-Cyr, de Pouilli-Poncarré Parfait admis.

AUBE. — MM. Amédée Gayot, Casimir Périer, Barigand-Havoger admis. Election de M. Ligué ajournée en raison de sa qualité de préfet.

M le comte de Durfort de Civrac rend compte, au nom du 14e bureau, des élections de la Haute-Loire. Une protestation, datée de Bordeaux, 18 février 1871, et signée M. Guyot-Montpayroux, a été adressée au bureau.

Elle énonce un fait grave : M. Guyot-Montpayroux a été arrêté à son arrivée à Brioude, emprisonné et mis au secret. Depuis 15 jours, le bruit de son arrestation était répandu dans le département par les agents de l'autorité. Le jour du vote, des affiches préfectorales, qui l'injuriaient violemment, étaient affichées dans tous les chefs-lieux de canton. Une seule manquerait, d'après l'auteur de la protestation, que son arrestation a été cause de son échec électoral, et qu'il y aurait lieu, par conséquent, d'annuler les opérations électorales. Mais, dans les circonstances, il se borne à demander à l'Assemblée de décider ces faits comme le mériteut de l'être, se réservant de poursuivre devant les tribunaux compétents tous ceux qui, du haut des fonctions publiques dont ils sont revêtus, auraient participé à cet attentat contre la liberté électorale et la liberté individuelle. (Vive approbation sur un grand nombre de bancs.)

Le 2e bureau n'a pas entendu pas faire mention. Il a chargé son rapporteur de vous demander de flétrir des actes qui ne sont pas dignes d'un gouvernement régulier.

Pendant vingt ans, dit M. le rapporteur, j'ai combattu les candidatures officielles sous l'Empire ; je les combattrai encore sous un autre régime. (Très bien ! très bien !) Plus que tout autre, le gouvernement républicain a le droit de vivre. Ce langage, dans la bouche de M. Guyot-Montpayroux, n'a pas dû vous étonner. Les deux amis de tous les temps et de tous les régimes ne manquaient pas assurément à la famille. Quoi qu'il en soit de la flétrir. (Mouvements divers.)

Voilà un ancien député qui est entré dans son département en ennemi et il arrive pour solliciter les suffrages de ses concitoyens. N'est-ce pas là une manœuvre odieuse ? Elle était sans aucun préjudice fondé. M. Guyot-Montpayroux avait été nommé représentant du peuple par quatre départements à la fois. Il a modifié un congé régulier. (Interruption.—Conclues.)

C'est donc le candidat qui a été mis au suffrage universel. Le vote a été porté en vous annonçant sa fermeture dès le matin de cette capitale. (Oui ! Non ! Bruit.)

Plusieurs membres.—Non ! Bruit.)

M. le rapporteur.—L'opinion générale serait l'annulation des élections. Le bureau ne l'a pas jugée nécessaire : il l'a en fait mettre qu'il faut flétrir.

M. Pierre Moure n'avons pas le droit de flétrir un acte sans enquête. (Bruit).

M. le rapporteur.—Cet incident, dit-il, part, les élections de la Haute-Loire ont été régulières, et le bureau en propose la validité. Parmettez, messieurs, à votre président d'ajouter quelques considérations personnelles. Comme représentant du département de la Haute-Loire, je connais parfaitement la situation. Le vote a été consciencieux, et chacun a pu librement exprimer son opinion. Les populations rurales ne font pas de manifestations. (Aux voix.)

M. Em. Arago, *ministre de l'intérieur*.—Je ne puis laisser passer cet incident sans dire un mot. Personne plus que nous ne respecte et ne veut faire respecter la liberté des électeurs. Je ne sais quels sont au fond les faits à raison desquels le préfet de la Haute-Loire a ordonné l'arrestation.

*Plusieurs voix.*—Vous devriez le savoir. (Bruit.)

M. le ministre—Enfermés dans Paris, comment n'auriez-vous pas ignoré... ?

*Plusieurs voix.*—Mais le ministre de l'intérieur qui était à Bordeaux !

M. le ministre.—Ce que je sais et ce que la Chambre doit savoir, c'est qu'au moment même de notre arrivée à Bordeaux, on apprenait par une dépêche de Brioude, en date du 7 février, que M. Guyot-Montpayroux, la grande figure qui fait sortie a été pour vouloir à la liberté des électeurs, pour empêcher une dépêche télégraphique de faire arriver à Paris une dépêche déjà envoyée par mon collègue M. de Rémusat, dépêche qui déclarait que l'arrestation d'un candidat était un attentat contre le suffrage universel, et que M. Guyot Montpayroux devrait être immédiatement remis en liberté. (Applaudissements.)

M. Wilson.—La réponse de M. Arago était la responsabilité du gouvernement de Paris, mais non pas celle du gouvernement de Bordeaux. Je demande que la conduite du ministre de l'intérieur de la délégation de Bordeaux soit flétrie comme elle le mérite. (Bruit).

M. Lestourgie.—Le préfet de la Haute-Loire est il encore en fonctions ?

M. le ministre de l'intérieur.—J'ai dit ce que nous avons fait en arrivant à Bordeaux. Si nous avons bien fait, (Oui ! oui !) je remplis également un devoir en priant l'Assemblée de ne pas se laisser entraîner à un premier mouvement, alors qu'il s'agit d'un acte comme celui qu'on lui demande. Je ne sais pas, vous ne savez pas non plus les détails des faits qu'on vous demande de flétrir. (Bruit sur quelques bancs)

Que l'Assemblée veuille réfléchir, je le comprends ; mais je crois qu'elle commettrait une imprudence en condamnant, et surtout en infligeant une flétrissure. (L'enquête ! — Non !)

Une voix.—Assez de personnalités ; occupons-nous de la France !

Un membre.—On affirme qu'il existe au dossier une dépêche de M. Crémieux qui félicite le préfet de l'arrestation de M. Guyot-Montpeyroux. Je demande que cette dépêche soit lue. (Aux voix ! aux voix !)

M. le Président.—Il y a deux choses dans le rapport : le bureau propose d'abord la validation des élections de la Haute-Loire ; il y a ensuite un délit qui sera examiné. (C'est cela ! très bien.) Le préfet a déclaré qu'un acte d'accusation a été dressé contre M. Guyot-Montpeyroux. Je ne sais à quoi s'en tenir. Je ne veux pas couvrir un délit, si délit il y a eu, mais je ne veux pas non plus qu'on puisse croire que l'Assemblée a voulu exercer une pression sur le cours de la justice. (Très bien ! très bien !)

M. Jules Simon.—Le 18e bureau, dont j'ai l'honneur d'être le président, s'est réuni plusieurs fois pour examiner les élections de la Seine. Les députés élus ont été appelés et entendus. Le rapporteur est prêt et il allait demander la parole au moment même où l'incident s'est produit. Je demande qu'elle lui soit donnée. (Très bien !)

M. le Président.— Pas d'objections, et nous continuons la vérification des pouvoirs.

M. d'Haussonville, rapporteur du 13e bureau, présente le rapport sur les élections de la Seine. Le recensement officiel du vote n'est pas encore arrivé ; mais une dépêche officielle du ministre intérimaire de l'intérieur à Paris reçue à Bordeaux " donne les mêmes indications ; des chiffres, les noms des 43 candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. Ce sont MM.

Louis Blanc, Victor Hugo, Garibaldi, Edgard Quinet, Gambetta, amiral Saisset, Delescluze, Jourdain, Rochefort, Schœlcher, Félix Pyat, Henri Martin, amiral Pothuau, Lockroy, Greppo, Quinet, Ranc, Malon, Brisson, Thiers, Salvage, Martin Bernard, Marc Dufraisse, Greppo, Langlois, général Frébault, Clémenceau, Vacherot, Brunet (de l'Ariége), Cournet, Tolain, Littré, Jules Favre, Arnaud (de l'Ariége), Lanjuinais, Léon Say, Fraud, Razoua, Edmond Adam, Malliére, Peyrat, Farcy.

Des renseignements fournis par des journaux ou recueillis de la bouche des députés de la Seine, il résulte que sur ces 43 noms, 38 seulement ont obtenu d'une manière certaine plus du neuvième des voix des électeurs inscrits. En conséquence, le bureau propose l'admission de ces 38 membres et l'ajournement de ceux des 5 derniers, jusqu'à ce que des renseignements nouveaux soient arrivés.

Ces conclusions sont adoptées.

M. le marquis de Franclieu. — Je demande que l'Assemblée nomme ses questeurs immédiatement. Nous avons été investis hier en sortant de la séance et aujourd'hui en y entrant. Nous avons besoin d'une force qui protége la représentation nationale. Nous représentons ici la France, et nous ne pouvons rester dans une position qui nous déconsidérerait en se prolongeant. (Vive approbation à droite, — bruit à gauche.)

Voix diverses. — Quelle a été l'insulte ? — Le cri de Vive la République n'est une insulte pour personne.

Plusieurs membres à gauche—Vive la République !

Plusieurs membres à droite—Vive l'ordre !—vive la France !

M. Richier.—Je suis Bordelais ; je connais les sentiments de la population de Bordeaux, et je puis affirmer qu'il n'y a là qu'un malentendu. (C'est la France qui siége ici dans sa totalité ; les Bordelais seront les premiers à la respecter. (Applaudissements.—L'ordre du jour !)

M. de Tillancourt présente le rapport sur les élections de la Corrèze. Sont admis : MM. Rehu, Gambetta, Louis Humbert, Dornis, Nadaud, André, Des Changes, Bardon, Bamberger.

Un membre.—J'insiste pour qu'avant de poursuivre la vérification des pouvoirs, l'Assemblée procède, sans délai, à la nomination des questeurs. Il importe que la dignité de la Chambre soit sauvegardée et que des précautions convenables soient prises immédiatement. (Bruit. —Interruptions.)

Voix nombreuses. — L'ordre du jour !

M. Lacaze, au nom du 2e bureau, présente le rapport sur les élections des Ardennes.

M. Toupet Desvignes, le général Chanzy, Gustave Gailly, Philippoteaux, Mortimer, Ferraux et le comte de Bétiuam sont admis.

M. Lefèvre-Pontalis, au nom du 7e bureau, présente un rapport complémentaire sur les élections du Jura.

MM. Thurel, Grévy-on et Lamy, dont l'élection avait été ajournée pour attendre de nouveaux renseignements, sont admis, ces renseignements étant arrivés.

M. le marquis de Montlaur présente le rapport sur les élections du Doubs. MM. Albert Grévy, Thiers, Désterode, Monot-Arbilleur, De Vaulchier, Méial sont admis.

EURE-ET-LOIR.—MM. Delacroix, Lefèvre-Pontalis, Gouvion St-Cyr, de Pouilli-Poncarré Parfait admis.

AUBE. — MM. Amédée Gayot, Casimir Périer, Barigand-Havoger admis. Election de M. Ligué ajournée en raison de sa qualité de préfet.

M le comte de Durfort de Civrac rend compte, au nom du 14e bureau, des élections de la Haute-Loire. Une protestation, datée de Bordeaux, 18 février 1871, et signée M. Guyot-Montpayroux, a été adressée au bureau.

Elle énonce un fait grave : M. Guyot-Montpayroux a été arrêté à son arrivée à Brioude, emprisonné et mis au secret. Depuis 15 jours, le bruit de son arrestation était répandu dans le département par les agents de l'autorité. Le jour du vote, des affiches préfectorales, qui l'injuriaient violemment, étaient affichées dans tous les chefs-lieux de canton. Une seule manquerait, d'après l'auteur de la protestation, que son arrestation a été cause de son échec électoral, et qu'il y aurait lieu, par conséquent, d'annuler les opérations électorales. Mais, dans les circonstances, il se borne à demander à l'Assemblée de décider ces faits comme le mériteut de l'être, se réservant de poursuivre devant les tribunaux compétents tous ceux qui, du haut des fonctions publiques dont ils sont revêtus, auraient participé à cet attentat contre la liberté électorale et la liberté individuelle. (Vive approbation sur un grand nombre de bancs.)

Le 2e bureau n'a pas entendu pas faire mention. Il a chargé son rapporteur de vous demander de flétrir des actes qui ne sont pas dignes d'un gouvernement régulier.

Pendant vingt ans, dit M. le rapporteur, j'ai combattu les candidatures officielles sous l'Empire ; je les combattrai encore sous un autre régime. (Très bien ! très bien !) Plus que tout autre, le gouvernement républicain a le droit de vivre. Ce langage, dans la bouche de M. Guyot-Montpayroux, n'a pas dû vous étonner. Les deux amis de tous les temps et de tous les régimes ne manquaient pas assurément à la famille. Quoi qu'il en soit de la flétrir. (Mouvements divers.)

Voilà un ancien député qui est entré dans son département en ennemi et il arrive pour solliciter les suffrages de ses concitoyens. N'est-ce pas là une manœuvre odieuse ? Elle était sans aucun préjudice fondé. M. Guyot-Montpayroux avait été nommé représentant du peuple par quatre départements à la fois. Il a modifié un congé régulier. (Interruption.—Conclues.)

C'est donc le candidat qui a été mis au suffrage universel. Le vote a été porté en vous annonçant sa fermeture dès le matin de cette capitale. (Oui ! Non ! Bruit.)

Plusieurs membres.—Non ! Bruit.)

M. le rapporteur.—L'opinion générale serait l'annulation des élections. Le bureau ne l'a pas jugée nécessaire : il l'a en fait mettre qu'il faut flétrir.

M. Pierre Moure n'avons pas le droit de flétrir un acte sans enquête. (Bruit).

M. le rapporteur.—Cet incident, dit-il, part, les élections de la Haute-Loire ont été régulières, et le bureau en propose la validité. Parmettez, messieurs, à votre président d'ajouter quelques considérations personnelles. Comme représentant du département de la Haute-Loire, je connais parfaitement la situation. Le vote a été consciencieux, et chacun a pu librement exprimer son opinion. Les populations rurales ne font pas de manifestations. (Aux voix.)

M. Em. Arago, *ministre de l'intérieur*.—Je ne puis laisser passer cet incident sans dire un mot. Personne plus que nous ne respecte et ne veut faire respecter la liberté des électeurs. Je ne sais quels sont au fond les faits à raison desquels le préfet de la Haute-Loire a ordonné l'arrestation.

*Plusieurs voix.*—Vous devriez le savoir. (Bruit.)

M. le ministre—Enfermés dans Paris, comment n'auriez-vous pas ignoré... ?

*Plusieurs voix.*—Mais le ministre de l'intérieur qui était à Bordeaux !

M. le ministre.—Ce que je sais et ce que la Chambre doit savoir, c'est qu'au moment même de notre arrivée à Bordeaux, on apprenait par une dépêche de Brioude, en date du 7 février, que M. Guyot-Montpayroux, la grande figure qui fait sortie a été pour vouloir à la liberté des électeurs, pour empêcher une dépêche télégraphique de faire arriver à Paris une dépêche déjà envoyée par mon collègue M. de Rémusat, dépê